

TREATY SERIES. No. 15.

1907.

INTERNATIONAL CONVENTION

FOR THE

AMELIORATION OF THE CONDITION
OF THE WOUNDED AND SICK IN ARMIES
IN THE FIELD.

Signed at Geneva, July 6, 1906.

[*British Ratification deposited at Berne, April 16, 1907.*]

*Presented to both Houses of Parliament by Command of His Majesty,
June 1907.*

LONDON:
PRINTED FOR HIS MAJESTY'S STATIONERY OFFICE,
BY HARRISON AND SONS, ST. MARTIN'S LANE,
PRINTERS IN ORDINARY TO HIS MAJESTY.

And to be purchased either directly or through any Bookseller, from
WYMAN AND SONS, LTD., FETTER LANE, E.C.; and
32, ABINGDON STREET, WESTMINSTER, S.W.; or
OLIVER AND BOYD, EDINBURGH; or
E. PONSONBY, 116, GRAFTON STREET, DUBLIN.

[Cd. 3502.] Price 3d.

INTERNATIONAL CONVENTION FOR THE
 AMELIORATION OF THE CONDITION OF
 THE WOUNDED AND SICK IN ARMIES
 IN THE FIELD.

Signed at Geneva, July 6, 1906.

[*British Ratification deposited at Berne, April 16, 1907.*]

CONVENTION POUR L'AMÉLIORATION DU SORT DES BLESSÉS ET
 MALADES DANS LES ARMÉES EN CAMPAGNE.

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Empereur des Indes; Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse; Son Excellence le Président de la République Argentine; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, &c., et Roi Apostolique de Hongrie; Sa Majesté le Roi des Belges; Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie; Son Excellence le Président de la République du Chili; Sa Majesté l'Empereur de Chine; Sa Majesté le Roi des Belges, Souverain de l'État indépendant du Congo; Sa Majesté l'Empereur de Corée; Sa Majesté le Roi de Danemark; Sa Majesté le Roi d'Espagne; le Président des États-Unis d'Amérique; le Président des États-Unis du Brésil; le Président des États-Unis Mexicains; le Président de la République Française; Sa Majesté le Roi des Hellènes; le Président de la République de Guatémala; le Président de la République de Honduras; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté l'Empereur du Japon; Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau; Son Altesse Royale le Prince de Montenegro; Sa Majesté le Roi de Norvège; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; le Président de la République du Pérou; Sa Majesté Impériale le Schah de Perse; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, &c.; Sa Majesté le Roi de Roumanie; Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies; Sa Majesté le Roi de Serbie; Sa Majesté le Roi de Siam; Sa Majesté le Roi de Suède; le Conseil Fédéral Suisse; le Président de la République Orientale de l'Uruguay,

Également animés du désir de diminuer, autant qu'il dépend d'eux, les maux inséparables de la guerre et voulant, dans ce but, perfectionner et compléter les dispositions convenues à Genève, le

22 août, 1864, pour l'amélioration du sort des militaires blessés ou malades dans les armées en campagne ;

Ont résolu de conclure une nouvelle Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, Empereur des Indes :

M. le major général Sir John Charles Ardagh, K.C.M.G., K.C.I.E., C.B.,

M. le professeur Thomas Erskine Holland, K.C., D.C.L.,

Sir John Furley, C.B.,

M. le lieutenant-colonel William Grant Macpherson, C.M.G., R.A.M.C. ;

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse :

S. E. M. le chambellan et conseiller intime actuel A. de Bülow, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Berne,

M. le général de brigade baron de Manteuffel,

M. le médecin-inspecteur, médecin général Dr. Villaret (avec rang de général de brigade),

M. le Dr. Zorn, conseiller intime de justice, professeur ordinaire de droit à l'Université de Bonn, syndic de la couronne ;

Son Excellence le Président de la République Argentine :

S. E. M. Enrique B. Moreno, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Berne,

M. Molina Salas, consul général en Suisse ;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, &c., et Roi Apostolique de Hongrie :

S. E. M. le baron Heidler de Egeregg et Syrgenstein, conseiller intime actuel, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Berne ;

Sa Majesté le Roi des Belges :

M. le colonel d'état-major comte de T'Serclaes, chef d'état-major de la 4^{me} circonscription militaire ;

Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie :

M. le Dr. Marin Rousseff, directeur du service sanitaire,

M. le capitaine d'état-major Boris Sirmanoff ;

Son Excellence le Président de la République du Chili :

M. Agustin Edwards, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire.

Sa Majesté l'Empereur de Chine :

S. E. M. Lou Tseng Tsiang, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à La Haye ;

Sa Majesté le Roi des Belges, Souverain de l'État Indépendant du Congo :

M. le colonel d'état-major comte de T'Serclaes, chef d'état-major de la 4^{me} circonscription militaire de Belgique ;

Sa Majesté l'Empereur de Corée :*

S. E. M. Kato Tsunetada, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Japon à Bruxelles ;

Sa Majesté le Roi de Danemark :

M. Laub, médecin général, chef du corps des médecins de l'armée ;

Sa Majesté le Roi d'Espagne :

S. E. M. Silverio de Bager y Corsi, comte de Bager, ministre résident ;

Le Président des États-Unis d'Amérique :

M. William Cary Sanger, ancien sous-secrétaire de la guerre des États-Unis d'Amérique,

M. le contre-amiral Charles S. Sperry, président de l'école de guerre navale,

M. le général de brigade George B. Davis, avocat général de l'armée,

M. le général de brigade Robert M. O'Reilly, médecin général de l'armée ;

Le Président des États-Unis du Brésil :

M. le Dr. Carlos Lemgruber-Kropf, chargé d'affaires à Berne

M. le colonel du génie Roberto Trompowski Leitão d'Almeida, attaché militaire à la légation du Brésil à Berne ;

Le Président des États-Unis Mexicains :

M. le général de brigade José-Maria Perez ;

Le Président de la République Française :

S. E. M. Révoil, ambassadeur à Berne,

M. Louis Renault, membre de l'Institut de France, ministre

* See foot-note, p. 14.

plénipotentiaire, jurisconsulte du ministère des affaires étrangères,
professeur à la faculté de droit de Paris,

M. le colonel breveté d'artillerie de réserve Olivier,

M. le médecin principal de 2^{me} classe Fauzat ;

Sa Majesté le Roi des Hellènes :

M. Michel Kebedgy, professeur de droit international à
l'Université de Berne ;

Le Président de la République de Guatémala :

M. Manuel Arroyo, chargé d'affaires à Paris,

M. Henri Wiswald, consul général à Berne, en résidence à
Genève ;

Le Président de la République de Honduras :

M. Oscar Hoepfl, consul général à Berne ;

Sa Majesté le Roi d'Italie :

M. le marquis Roger Maurigi di Castel Maurigi, colonel dans
Son armée, grand officier de Son ordre royal des SS. Maurice et
Lazare,

M. le major-général médecin Giovanni Randone, inspecteur
sanitaire militaire, commandeur de Son ordre royal de la Couronne
d'Italie ;

Sa Majesté l'Empereur du Japon :

S. E. M. Kato Tsunetada, envoyé extraordinaire et ministre
plénipotentiaire à Bruxelles ;

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de
Nassau :

M. le colonel d'état-major comte de T'Serclaes, chef d'état-
major de la 4^{me} circonscription militaire de Belgique ;

Son Altesse Royale le Prince de Montenegro :

M. E. Odier, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire
de la Confédération suisse en Russie,

M. le colonel Mürset, médecin en chef de l'armée fédérale
suisse ;

Sa Majesté le Roi de Norvège :

M. le capitaine Daae, du corps sanitaire de l'armée
norvégienne ;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

M. le lieutenant-général en retraite Jonkheer J. C. O. den
Beer Poortgael, membre du Conseil d'État,

M. le colonel A. A. J. Quanjer, officier de santé en chef de 1^{re} classe ;

Le Président de la République du Pérou :

M. Gustavo de la Fuente, premier secrétaire de la légation du Pérou à Paris ;

Sa Majesté Impériale le Schah de Perse :

S. E. M. Samad Khan Montaz-os-Saltaneh, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Paris ;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, &c. :

S. E. M. Alberto d'Oliveira, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Berne,

M. José Nicolau Raposo-Botelho, colonel d'infanterie, ancien député, directeur du Royal collège militaire à Lisbonne ;

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

M. le Dr. Sache Stephanesco, colonel de réserve ;

Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies :

S. E. M. le conseiller privé de Martens, membre permanent du conseil du ministère des affaires étrangères de Russie ;

Sa Majesté le Roi de Serbie :

M. Milan St. Markovitch, secrétaire général du ministère de la justice,

M. le colonel Dr. Sondermayer, chef de la division sanitaire au ministère de la guerre ;

Sa Majesté le Roi de Siam :

M. le prince Charoon, chargé d'affaires à Paris,

M. Corragioni d'Orelli, conseiller de légation à Paris ;

Sa Majesté le Roi de Suède :

M. Sörensen, médecin en chef de la 2^{me} division de l'armée ;

Le Conseil Fédéral Suisse :

M. E. Odier, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Russie,

M. le colonel Mürset, médecin en chef de l'armée fédérale ;

Le Président de la République Orientale de l'Uruguay :

M. Alexandre Herosa, chargé d'affaires à Paris,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER.—*Des Blessés et Malades.*

ARTICLE PREMIER.

Les militaires et les autres personnes officiellement attachées aux armées, qui seront blessés ou malades, devront être respectés et soignés, sans distinction de nationalité, par le belligérant qui les aura en son pouvoir.

Toutefois, le belligérant, obligé d'abandonner des malades ou des blessés à son adversaire, laissera avec eux, autant que les circonstances militaires le permettront, une partie de son personnel et de son matériel sanitaires pour contribuer à les soigner.

ART. 2.

Sous réserve des soins à leur fournir en vertu de l'article précédent, les blessés ou malades d'une armée tombés au pouvoir de l'autre belligérant sont prisonniers de guerre et les règles générales du droit des gens concernant les prisonniers leur sont applicables.

Cependant, les belligérants restent libres de stipuler entre eux, à l'égard des prisonniers blessés ou malades, telles clauses d'exception ou de faveur qu'ils jugeront utiles ; ils auront, notamment, la faculté de convenir :

De se remettre réciproquement, après un combat, les blessés laissés sur le champ de bataille ;

De renvoyer dans leur pays, après les avoir mis en état d'être transportés ou après guérison, les blessés ou malades qu'ils ne voudront pas garder prisonniers ;

De remettre à un État neutre, du consentement de celui-ci, des blessés ou malades de la partie adverse, à la charge par l'État neutre de les interner jusqu'à la fin des hostilités.

ART. 3.

Après chaque combat, l'occupant du champ de bataille prendra des mesures pour rechercher les blessés et pour les faire protéger, ainsi que les morts, contre le pillage et les mauvais traitements.

Il veillera à ce que l'inhumation ou l'incinération des morts soit précédée d'un examen attentif de leurs cadavres.

ART. 4.

Chaque belligérant enverra, dès qu'il sera possible, aux autorités de leur pays ou de leur armée les marques ou pièces militaires d'identité trouvées sur les morts et l'état nominatif des blessés ou malades recueillis par lui.

Les belligérants se tiendront réciproquement au courant des internements et des mutations, ainsi que des entrées dans les hôpitaux et des décès survenus parmi les blessés et malades en leur pouvoir. Ils recueilleront tous les objets d'un usage personnel, valeurs, lettres, etc., qui seront trouvés sur les champs de bataille ou délaissés par les blessés ou malades décédés dans les établissements et formations sanitaires, pour les faire transmettre aux intéressés par les autorités de leur pays.

ART. 5.

L'autorité militaire pourra faire appel au zèle charitable des habitants pour recueillir et soigner, sous son contrôle, des blessés ou malades des armées, en accordant aux personnes ayant répondu à cet appel une protection spéciale et certaines immunités.

CHAPITRE II.—*Des Formations et Etablissements Sanitaires.*

ART. 6.

Les formations sanitaires mobiles (c'est-à-dire celles qui sont destinées à accompagner les armées en campagne) et les établissements fixes du service de santé seront respectés et protégés par les belligérants.

ART. 7.

La protection due aux formations et établissements sanitaires cesse si l'on en use pour commettre des actes nuisibles à l'ennemi.

ART. 8.

Ne sont pas considérés comme étant de nature à priver une formation ou un établissement sanitaire de la protection assurée par l'article 6 :

1°. Le fait que le personnel de la formation ou de l'établissement est armé et qu'il use de ses armes pour sa propre défense ou celle de ses malades et blessés ;

2°. Le fait qu'à défaut d'infirmiers armés, la formation ou l'établissement est gardé par un piquet ou des sentinelles munis d'un mandat régulier ;

3°. Le fait qu'il est trouvé dans la formation ou l'établissement des armes et cartouches retirées aux blessés et n'ayant pas encore été versées au service compétent.

CHAPITRE III.—*Du Personnel.*

ART. 9.

Le personnel exclusivement affecté à l'enlèvement, au transport et au traitement des blessés et des malades, ainsi qu'à l'administration des formations et établissements sanitaires, les aumôniers attachés aux armées, seront respectés et protégés en toute circonstance ; s'ils tombent entre les mains de l'ennemi, ils ne seront pas traités comme prisonniers de guerre.

Ces dispositions s'appliquent au personnel de garde des formations et établissements sanitaires dans le cas prévu à l'article 8, n° 2.

ART. 10.

Est assimilé au personnel visé à l'article précédent le personnel des Sociétés de secours volontaires dûment reconnues et autorisées par leur Gouvernement, qui sera employé dans les formations et établissements sanitaires des armées, sous la réserve que ledit personnel sera soumis aux lois et règlements militaires.

Chaque État doit notifier à l'autre, soit dès le temps de paix, soit à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant tout emploi effectif, les noms des Sociétés qu'il a autorisées à prêter leur concours, sous sa responsabilité, au service sanitaire officiel de ses armées.

ART. 11.

Une Société reconnue d'un pays neutre ne peut prêter le concours de ses personnels et formations sanitaires à un belligérant qu'avec l'assentiment préalable de son propre Gouvernement et l'autorisation du belligérant lui-même.

Le belligérant qui a accepté le secours est tenu, avant tout emploi, d'en faire la notification à son ennemi.

ART. 12.

Les personnes désignées dans les articles 9, 10 et 11 continueront, après qu'elles seront tombées au pouvoir de l'ennemi, à remplir leurs fonctions sous sa direction.

Lorsque leur concours ne sera plus indispensable, elles seront renvoyées à leur armée ou à leur pays dans les délais et suivant l'itinéraire compatibles avec les nécessités militaires.

Elles emporteront, alors, les effets, les instruments, les armes et les chevaux qui sont leur propriété particulière.

ART. 13.

L'ennemi assurera au personnel visé par l'article 9, pendant qu'il sera en son pouvoir, les mêmes allocations et la même solde qu'au personnel des mêmes grades de son armée.

CHAPITRE IV.—*Du Matériel.*

ART. 14.

Les formations sanitaires mobiles conserveront, si elles tombent au pouvoir de l'ennemi, leur matériel, y compris les attelages, quels que soient les moyens de transport et le personnel conducteur.

Toutefois, l'autorité militaire compétente aura la faculté de s'en servir pour les soins des blessés et malades; la restitution du matériel aura lieu dans les conditions prévues pour le personnel sanitaire, et, autant que possible, en même temps.

ART. 15.

Les bâtiments et le matériel des établissements fixes demeurent soumis aux lois de la guerre, mais ne pourront être détournés de leur emploi, tant qu'ils seront nécessaires aux blessés et aux malades.

Toutefois, les commandants des troupes d'opérations pourront en disposer, en cas de nécessités militaires importantes, en assurant au préalable le sort des blessés et malades qui s'y trouvent.

ART. 16.

Le matériel des Sociétés de secours, admises au bénéfice de la Convention conformément aux conditions déterminées par celle-ci, est considéré comme propriété privée et, comme tel, respecté en toute circonstance, sauf le droit de réquisition reconnu aux belligérants selon les lois et usages de la guerre.

CHAPITRE V.—*Des Convois d'Évacuation.*

ART. 17.

Les convois d'évacuation seront traités comme les formations sanitaires mobiles, sauf les dispositions spéciales suivantes :

1° Le belligérant interceptant un convoi pourra, si les nécessités militaires l'exigent, le disloquer en se chargeant des malades et blessés qu'il contient.

2° Dans ce cas, l'obligation de renvoyer le personnel sanitaire, prévue à l'article 12, sera étendue à tout le personnel militaire préposé au transport ou à la garde du convoi et muni à cet effet d'un mandat régulier.

L'obligation de rendre le matériel sanitaire, prévue à l'article 14, s'appliquera aux trains de chemins de fer et bateaux de la navigation intérieure spécialement organisés pour les évacuations, ainsi qu'au matériel d'aménagement des voitures, trains et bateaux ordinaires appartenant au service de santé.

Les voitures militaires, autres que celles du service de santé, pourront être capturées avec leurs attelages.

Le personnel civil et les divers moyens de transport provenant de la réquisition, y compris le matériel de chemin de fer et les bateaux utilisés pour les convois, seront soumis aux règles générales du droit des gens.

CHAPITRE VI.—*Du Signe Distinctif.*

ART. 18.

Par hommage pour la Suisse, le signe héraldique de la croix rouge sur fond blanc, formé par interversion des couleurs fédérales, est maintenu comme emblème et signe distinctif du service sanitaire des armées.

ART. 19.

Cet emblème figure sur les drapeaux, les brassards, ainsi que sur tout le matériel se rattachant au service sanitaire, avec la permission de l'autorité militaire compétente.

ART. 20.

Le personnel protégé en vertu des articles 9, alinéa 1^{er}, 10 et 11 porte, fixé au bras gauche, un brassard avec croix rouge sur fond blanc, délivré et timbré par l'autorité militaire compétente, accompagné d'un certificat d'identité pour les personnes rattachées au service de santé des armées et qui n'auraient pas d'uniforme militaire.

ART. 21.

Le drapeau distinctif de la Convention ne peut être arboré que sur les formations et établissements sanitaires qu'elle ordonne de respecter et avec le consentement de l'autorité militaire. Il devra

être accompagné du drapeau national du belligérant dont relève la formation ou l'établissement.

Toutefois, les formations sanitaires tombées au pouvoir de l'ennemi n'arboreront pas d'autre drapeau que celui de la Croix-Rouge, aussi longtemps qu'elles se trouveront dans cette situation.

ART. 22.

Les formations sanitaires des pays neutres qui, dans les conditions prévues par l'article 11, auraient été autorisées à fournir leurs services, doivent arborer, avec le drapeau de la Convention, le drapeau national du belligérant dont elles relèvent.

Les dispositions du deuxième alinéa de l'article précédent leur sont applicables.

ART. 23.

L'emblème de la croix rouge sur fond blanc et les mots *Croix-Rouge* ou *Croix de Genève* ne pourront être employés, soit en temps de paix, soit en temps de guerre, que pour protéger ou désigner les formations et établissements sanitaires, le personnel et le matériel protégés par la Convention.

CHAPITRE VII.—*De l'Application et de l'Exécution de la Convention.*

ART. 24.

Les dispositions de la présente Convention ne sont obligatoires que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles. Ces dispositions cesseront d'être obligatoires du moment où l'une des Puissances belligérantes ne serait pas signataire de la Convention.

ART. 25.

Les commandants en chef des armées belligérantes auront à pourvoir aux détails d'exécution des articles précédents, ainsi qu'aux cas non prévus, d'après les instructions de leurs Gouvernements respectifs et conformément aux principes généraux de la présente Convention.

ART. 26.

Les Gouvernements signataires prendront les mesures nécessaires pour instruire leurs troupes, et spécialement le personnel protégé, des dispositions de la présente Convention et pour les porter à la connaissance des populations.

CHAPITRE VIII.—*De la Répression des Abus et des Infractions.*

ART. 27.

Les Gouvernements signataires, dont la législation ne serait pas dès à présent suffisante, s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures les mesures nécessaires pour empêcher en tout temps l'emploi, par des particuliers ou par des sociétés autres que celles y ayant droit en vertu de la présente Convention, de l'emblème ou de la dénomination de *Croix-Rouge* ou *Croix de Genève*, notamment, dans un but commercial, par le moyen de marques de fabrique ou de commerce.

L'interdiction de l'emploi de l'emblème ou de la dénomination dont il s'agit produira son effet à partir de l'époque déterminée par chaque législation et, au plus tard, cinq ans après la mise en vigueur de la présente Convention. Dès cette mise en vigueur, il ne sera plus licite de prendre une marque de fabrique ou de commerce contraire à l'interdiction.

ART. 28.

Les Gouvernements signataires s'engagent également à prendre ou à proposer à leurs législatures, en cas d'insuffisance de leurs lois pénales militaires, les mesures nécessaires pour réprimer, en temps de guerre, les actes individuels de pillage et de mauvais traitements envers des blessés et malades des armées, ainsi que pour punir, comme usurpation d'insignes militaires, l'usage abusif du drapeau et du brassard de la *Croix-Rouge* par des militaires ou des particuliers non protégés par la présente Convention.

Ils se communiqueront, par l'intermédiaire du Conseil fédéral suisse, les dispositions relatives à cette répression, au plus tard dans les cinq ans de la ratification de la présente Convention.

Dispositions Générales.

ART. 29.

La présente Convention sera ratifiée aussi tôt que possible.

Les ratifications seront déposées à Berne.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

ART. 30.

La présente Convention entrera en vigueur pour chaque Puissance six mois après la date du dépôt de sa ratification,

ART. 31.

La présente Convention, dûment ratifiée, remplacera la Convention du 22 août 1864 dans les rapports entre les États contractants.

La Convention de 1864 reste en vigueur dans les rapports entre les Parties qui l'ont signée et qui ne ratifieraient pas également la présente Convention.

ART. 32.

La présente Convention pourra, jusqu'au 31 décembre prochain, être signée par les Puissances représentées à la Conférence qui s'est ouverte à Genève le 11 juin 1906, ainsi que par les Puissances non représentées à cette Conférence qui ont signé la Convention de 1864.

Celles de ces Puissances qui, au 31 décembre 1906, n'auront pas signé la présente Convention, resteront libres d'y adhérer par la suite. Elles auront à faire connaître leur adhésion au moyen d'une notification écrite adressée au Conseil fédéral suisse et communiquée par celui-ci à toutes les Puissances contractantes.

Les autres Puissances pourront demander à adhérer dans la même forme, mais leur demande ne produira effet que si, dans le délai d'un an à partir de la notification au Conseil fédéral, celui-ci n'a reçu d'opposition de la part d'aucune des Puissances contractantes.

ART. 33.

Chacune des Parties contractantes aura la faculté de dénoncer la présente Convention. Cette dénonciation ne produira ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Conseil fédéral suisse; celui-ci communiquera immédiatement la notification à toutes les autres Parties contractantes.

Cette dénonciation ne vaudra qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Genève, le six juillet mil neuf cent six, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives de la Confédération suisse, et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande :

(L.S.)	JOHN C. ARDAGH.	} (<i>Avec réserve des articles 23, 27, 28.</i>)
(L.S.)	T. E. HOLLAND.	
(L.S.)	JOHN FURLEY.	
(L.S.)	WM. GRANT MACPHERSON.	

Pour l'Allemagne :

(L.S.) v. BÜLOW.
 (L.S.) FRHR. v. MANTEUFFEL.
 (L.S.) VILLARET.
 ZORN.

Pour la République Argentine :

(L.S.) ENRIQUE B. MORENO.
 (L.S.) FRANCO. MOLINA SALAS.

Pour l'Autriche-Hongrie :

(L.S.) FRHR. v. HEIDLER (*ad referendum*).*

Pour la Belgique :

(L.S.) CTE. J. DE T'SERCLAES.

Pour la Bulgarie :

(L.S.) DR. ROUSSEFF.
 (L.S.) CAPITAINE SIRMANOFF.

Pour le Chili :

(L.S.) AGUSTIN EDWARDS.

Pour la Chine :

(L.S.) LOUTSENGTSLANG.

Pour le Congo :

(L.S.) CTE. J. DE T'SERCLAES.

Pour la Corée : †

(L.S.) KATO TSUNETADA.

Pour le Danemark :

(L.S.) H. LAUB.

Pour l'Espagne :

(L.S.) CTE. SILVERIO DE BAGUER.

* The Convention has since been approved by the Austrian and Hungarian Governments.

† His Majesty's Government have received from the Swiss Minister a notification that by a Declaration dated the 15th October, 1906, the Japanese Chargé d'Affaires at Berne stated that, in virtue of the Agreement between Japan and Corea of the 17th November, 1905, the Imperial Japanese Government has the right of entirely controlling the foreign relations and affairs of Corea. Consequently the inclusion of Corea in the preamble of the Convention and the signature of the latter by the Japanese Plenipotentiary on behalf of Corea as a separate Contracting Party, being erroneous and incompatible with the aforesaid arrangement, are considered by the Japanese Government as null and void.

Pour les États-Unis d'Amérique :

WM. CARY SANGER.
 (L.S.) C. S. SPERRY.
 (L.S.) GEO. B. DAVIS.
 (L.S.) R. M. O'REILLY.

Pour les États-Unis du Brésil :

(L.S.) C. LEMGRUBER-KROPF.
 CEL. ROBERTO TROMPOWSKI
 LEITÃO D'ALMEIDA.

Pour les États-Unis Mexicains :

(L.S.) JOSÉ M. PEREZ (*ad referendum*)*.

Pour la France :

(L.S.) RÉVOIL.
 (L.S.) L. RENAULT.
 (L.S.) S. OLIVIER.
 (L.S.) E. PAUZAT.

Pour la Grèce :

MICHEL KEREDGY.

Pour le Guatémala :

(L.S.) MANUEL ARROYO.
 (L.S.) H. WISWALD.

Pour le Honduras :

OSCAR HEPFL.

Pour l'Italie :

(L.S.) MAURIGI.
 (L.S.) RANDONE.

Pour le Japon :

(L.S.) KATO TSUNETADA.

Pour le Luxembourg :

(L.S.) CTE. J. DE T'SERCLAES.

Pour le Montenegro :

(L.S.) E. ODIER.
 COLONEL MÜRSET.

Pour la Norvège :

HANS DAAE.

* The Convention has since been approved by the Mexican Government.

Pour les Pays-Bas :

(L.S.) DEN BEER POORTUGAEL.
(L.S.) QUANJER.

Pour le Pérou :

(L.S.) GUSTAVO DE LA FUENTE.

Pour la Perse :

(Sous réserve de l'article dix-huit)

(L.S.) MOMTAZ-OS-SALTANEH
M. SAMAD KHAN.

Pour le Portugal :

(L.S.) ALBERTO D'OLIVEIRA.
(L.S.) JOSÉ NICOLAU RAPOSO-BOTELHO.

Pour la Roumanie :

(L.S.) DR. SACHE STEPHANESCO.

Pour la Russie :

(L.S.) MARTENS.

Pour la Serbie :

(L.S.) MILAN ST. MARKOVITCH.
(L.S.) DR. ROMAN SONDERMAYER.

Pour le Siam :

(L.S.) CHAROON.
(L.S.) CORRAGONI D'ORELLI.

Pour la Suède :

(L.S.) OLOF SÖRENSEN.

Pour la Suisse :

(L.S.) E. ODIER.
COLONEL MÜRSET.

Pour l'Uruguay :

(L.S.) A. HEROSA.

PROTOCOLE FINAL DE LA CONFÉRENCE DE RÉVISION DE LA
CONVENTION DE GENÈVE.

La Conférence convoquée par le Conseil fédéral suisse, en vue de la révision de la Convention internationale, du 22 août 1864, pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne, s'est réunie à Genève le 11 Juin 1906. Les Puissances dont l'énumération suit ont pris part à la Conférence, pour laquelle Elles avaient désigné les Délégués nommés ci-après :

Grande-Bretagne et Irlande :

M. le major général Sir John Charles Ardagh, K.C.M.G.,
K.C.I.E., C.B.,

M. le professeur Thomas Erskine Holland, K.C., D.C.L.,

Sir John Furley, C.B.,

M. le lieutenant-colonel William Grant Macpherson, C.M.G.,
R.A.M.C.

Allemagne :

S. E. M. le chambellan et conseiller intime actuel A. de Bülow,
envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Berne,

M. le général de brigade baron de Manteuffel,

M. le médecin-inspecteur, médecin général Dr. Villaret (avec
rang de général de brigade),

M. le Dr. Zorn, conseiller intime de justice, professeur ordinaire
de droit à l'Université de Bonn, syndic de la couronne.

République Argentine :

S. E. M. Enrique B. Moreno, envoyé extraordinaire et ministre
plénipotentiaire à Berne,

M. Molina Salas, consul général en Suisse.

Autriche-Hongrie :

S. E. M. le baron Heidler de Egeregg et Syrgenstein, conseiller
intime actuel, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à
Berne,

M. le chevalier Joseph d'Uriel, médecin en chef de l'armée
impériale et royale austro-hongroise, chef du corps des officiers
sanitaires et chef du 14^me département du ministère I. et R. de la
guerre,

M. Arthur Edler de Mecenseffy, lieutenant-colonel du corps de
l'état-major général,

M. le Dr. Alfred Schücking, médecin lieutenant-colonel, médecin
en chef de la garnison de Salzbourg.

Belgique :

M. le colonel d'état-major comte de T'Serclaes, chef d'état-
major de la 4^me circonscription militaire,

M. le Dr. A. Deltre, médecin de régiment aux carabiniers.

Bulgarie :

M. le Dr. Marin Rousseff, directeur du service sanitaire.
M. le capitaine d'état-major Boris Sirmanoff.

Chili :

M. Agustin Edwards, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire,
M. Charles Ackermann, consul du Chili à Genève.

Chine :

S. E. M. Lou Tseng Tsiang, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à La Haye,
M. Ou Wen Tai, secrétaire de légation à La Haye,
M. Yo Tsao Yeu, secrétaire de la mission spéciale de Chine en Europe.

Congo :

M. le colonel d'état-major comte de T'Serclaes, chef d'état-major de la 4^{me} circonscription militaire de Belgique,
M. le Dr. A. Deltenre, médecin de régiment aux carabiniers, de Belgique.

Corée :*

S. E. M. Kato Tsunetada, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Japon à Bruxelles,
M. Motojiro Akashi, colonel d'infanterie,
M. le Dr. en médecine Ejiro Haga, médecin principal de 1^{re} classe (avec rang de colonel),
M. le prince Saneteru Itchijo, capitaine de frégate (rang de lieutenant-colonel),
M. le Dr. en droit Masanosuke Akiyama, conseiller au ministère de la guerre du Japon.

Danemark :

M. Laub, médecin général, chef du corps des médecins de l'armée.

Espagne :

S. E. M. Silverio de Baguer y Corsi, comte de Baguer, ministre résident,
Don José Jofre Montojo, colonel d'état-major, aide de camp du ministère de la guerre,
Don Joaquin Cortès Bayona, sous-inspecteur de 1^{re} classe du corps sanitaire militaire.

* See foot-note, p. 14.

États-Unis d'Amérique :

M. William Cary Sanger, ancien sous-secrétaire de la guerre des États-Unis d'Amérique,

M. le contre-amiral Charles-S. Sperry, président de l'école de guerre navale,

M. le général de brigade George-B. Davis, avocat général de l'armée,

M. le général de brigade Robert-M. O'Reilly, médecin général de l'armée.

États-Unis du Brésil :

M. le Dr. Carlos Lemgruber-Kropf, chargé d'affaires à Berne,

M. le colonel du génie Roberto Trompowski Leitão d'Almeida, attaché militaire à la légation des États-Unis du Brésil à Berne.

Etats-Unis Mexicains :

M. le général de brigade José-Maria Pérez.

France :

S. E. M. Révoil, ambassadeur à Berne,

M. Louis Renault, membre de l'Institut de France, ministre plénipotentiaire, jurisconsulte du ministère des affaires étrangères, professeur à la faculté de droit de Paris,

M. le colonel breveté d'artillerie de réserve Olivier,

M. le médecin principal de 2^me classe Puzat.

Grèce :

M. Michel Kebedgy, professeur de droit international à l'Université de Berne.

Guatémala :

M. Manuel Arroyo, chargé d'affaires à Paris,

M. Henri Wiswald, consul général à Berne, en résidence à Genève.

Honduras :

M. Oscar Hœpfl, consul général à Berne.

Italie :

M. le marquis Roger Maurigi di Castel Maurigi, colonel, grand officier de l'ordre royal des SS. Maurice et Lazare,

M. le major-général médecin Giovanni Randone, inspecteur sanitaire militaire, commandeur de l'ordre royal de la Couronne d'Italie.

Japon :

S. E. M. Kato-Tsunetada, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Bruxelles,

M. Motojiro Akashi, colonel d'infanterie,

M. le Dr. en médecine Eijiro Haga, médecin principal de 1^{re} classe (avec rang de colonel),

M. le prince Saneteru Itchijo, capitaine de frégate (rang de lieutenant-colonel),

M. le Dr. en droit Masanosuke Akiyama, conseiller au ministère de la guerre.

Luxembourg :

M. le colonel d'état-major, comte de T'Serclaes, chef d'état-major de la 4^{me} circonscription militaire de Belgique,

M. le Dr. A. Deltenre, médecin de régiment aux carabiniers, de Belgique.

Montenegro :

M. E. Odier, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse en Russie,

M. le colonel Mürset, médecin en chef de l'armée fédérale suisse.

Nicaragua :

M. Oscar Hoepfl, consul général de Honduras à Berne.

Norvège :

M. le capitaine Daac, du corps sanitaire de l'armée norvégienne.

Pays-Bas :

M. le lieutenant-général en retraite Jonkheer J. C. C. den Beer Poortugael, membre du Conseil d'État,

M. le colonel A. A. J. Quanjer, officier de santé en chef de 1^{re} classe.

Pérou :

M. Gustavo de la Fuente, premier secrétaire de la légation du Pérou à Paris.

Perse :

S. E. M. Samad Khan Montaz-os-Saltaneh, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Paris.

Portugal :

S. E. M. Alberto d'Oliveira, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Berne.

M. José Nicolau Raposo-Botelho, colonel d'infanterie, ancien député, directeur du Royal collège militaire à Lisbonne.

Roumanie :

M. le Dr. Satche Stephanesco, colonel de réserve.

Russie :

S. E. M. le conseiller privé de Martens, membre permanent du conseil du ministre des affaires étrangères de Russie,

M. le général major Yermoloff, de l'état-major général de Russie,

M. le conseiller d'État actuel, Dr. en médecine de Hubbenet,

M. le conseiller d'État de Wreden, professeur agrégé à l'Académie impériale de médecine,

M. J. Owtchinnikoff, lieutenant-colonel, professeur de droit international à l'Académie navale de Saint-Petersbourg,

M. A. Goutchkoff, délégué de la Croix-Rouge.

Serbie :

M. Milan St. Markovitch, secrétaire général du ministère de la justice,

M. le colonel Dr. Sondermayer, chef de la division sanitaire au ministère de la guerre.

Siam :

M. le prince Charoon, chargé d'affaires à Paris,

M. Corragioni d'Orelli, conseiller de légation à Paris.

Suède :

M. Sörensen, médecin en chef de la 2^{me} division de l'armée.

Suisse :

M. Odier, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Russie,

M. le colonel Mürset, médecin en chef de l'armée fédérale.

Uruguay :

M. Alexandre Herosa, chargé d'affaires à Paris.

Dans une série de réunions tenues du 11 juin au 5 juillet 1906, la Conférence a discuté et arrêté, pour être soumis à la signature des Plénipotentiaires, le texte d'une Convention qui portera la date du 6 juillet 1906.

En outre, et en conformité de l'article 16 de la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 29 juillet 1899, qui a reconnu l'arbitrage comme le moyen le plus efficace et en même temps le plus équitable de régler les litiges qui n'ont pas été résolus par les voies diplomatiques, la Conférence a émis le vœu suivant :

La Conférence exprime le vœu que, pour arriver à une interprétation et à une application aussi exactes que possible de la Convention de Genève, les Puissances contractantes soumettent à la Cour Permanente de La Haye, si les cas et les circonstances s'y prêtent, les différends qui, en temps de paix, s'élèveraient entre elles relativement à l'interprétation de ladite Convention.

Ce vœu a été voté par les États suivants :

Allemagne, République Argentine, Autriche-Hongrie, Belgique, Bulgarie, Chili, Chine, Congo, Danemark, Espagne (*ad ref.*), États-Unis d'Amérique, États-Unis du Brésil, États-Unis Mexicains, France, Grèce, Guatémala, Honduras, Italie, Luxembourg, Monténégro, Nicaragua, Norvège, Pays-Bas, Pérou, Perse, Portugal, Roumanie, Russie, Serbie, Siam, Suède, Suisse et Uruguay.

Ce vœu a été rejeté par les États suivants : Corée, Grande-Bretagne et Japon.

En foi de quoi, les Délégués ont signé le présente Protocole.

Fait à Genève, le six juillet mil neuf cent six, en un seul exemplaire, qui sera déposé aux archives de la Confédération suisse et dont des copies, certifiées conformes, seront délivrées à toutes les Puissances représentées à la Conférence.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande :

JOHN C. ARDAGH.
T. E. HOLLAND.
JOHN FURLEY.
W. G. MACPHERSON.

Pour l'Allemagne :

v. BÜLOW.
FRHR. v. MANTEUFFEL.
VILLARET.
ZORN.

Pour la République Argentine :

ENRIQUE B. MORENO.
FRANCO. MOLINA SALAS.

Pour l'Autriche-Hongrie :

BARON HEIDLER-EGEREGG, d. pl.
DR. JOS. RITTER v. URIEL, G. Liéut., délégué
adjoint.
ARTUR von MECENSEFFY, Obstlt., dél. adj.
DR. ALFRED SCHÜCKING, O. St. A. Garnison-
chefartz von Salzburg, dél. adj.

Pour la Belgique :

C^TE. J. DE T'SERCLAES.
DR. A. DELTENRE.

Pour la Bulgarie :

DR. ROUSSEFF.
CAPITAINE SIRMANOFF.

Pour le Chili :

AGUSTIN EDWARDS.
CH. ACKERMANN.

Pour la Chine :

LOUTSENGTSIANG.
OU WENTAI.
YOTSAOYEU.

Pour le Congo :

C^TE. J. DE T'SERCLAES.
DR. A. DELTENRE.

Pour la Corée :*

KATO TSUNETADA.
COLONEL M. AKASHI.
PRINCE ITCHUJO.
M. AKIYAMA.

Pour le Danemark :

H. LAUB.

Pour l'Espagne :

C^TE. DE BAGUÉR.
JOSÉ JOFRE MONTOJO.
JOAQUIN CORTES Y } (*ad referendum*)
BAYONA.

Pour les États-Unis d'Amérique :

WM. CARY SANGER.
C. S. SPERRY.
GEO. B. DAVIS.
R. M. O'REILLY.

Pour les États-Unis du Brésil :

C. LEMGRUBER-KROPF.
COLONEL ROBERTO TROMPOWSKI LEITÃO
D'ALMEIDA.

* See foot-note, p. 14.

Pour les États-Unis Mexicains

JOSÉ M. PÉREZ.

Pour la France :

RÉVOIL.

L. RENAULT.

S. OLIVIER.

E. PAUZAT.

Pour la Grèce :

MICHEL KEBEDGY.

Pour le Guatémala :

MANUEL ARROYO.

H. WISWALD.

Pour le Honduras :

OSCAR HÖPFL.

Pour l'Italie :

MAURIGI.

G. RANDONE.

Pour le Japon :

KATO TSUNETADA.

COL. M. AKASHI.

PRINCE ITCHIJO.

M. AKIYAMA.

Pour le Luxembourg :

Cte. J. DE T'SERCLAES.

DR. A. DELTENRE.

Pour le Montenegro :

E. ODIER.

COLONEL MÜRSET.

Pour le Nicaragua :

OSCAR HÖPFL.

Pour la Norvège :

HANS DAAE.

Pour les Pays-Bas :

DEN BEER POORTUGAEL.
QUANJER.

Pour le Pérou :

GUSTAVO DE LA FUENTE.

Pour la Perse :

M. SAMAD KHAN.

Pour le Portugal :

ALBERTO D'OLIVEIRA.
JOSÉ NICOLAU RAPOSO-BOTELHO.

Pour la Roumanie :

DR. SACHE STEPHANESCO.

Pour la Russie :

MARTENS.
YERMOLOFF.
V. DE HUBBENET.
J. OWTCHINNIKOFF.

Pour la Serbie :

MILAN ST. MARKOVITCH.
DR. ROMAN SONDERMAYER.

Pour le Siam :

CHAROON.
CORRAGIONI D'ORELLI.

Pour la Suède :

OLOF SÖRENSEN.

Pour la Suisse :

E. ODIER.
COLONEL MÜRSET.

Pour l'Uruguay :

A. HEROSA.

(TRANSLATION.)

CONVENTION FOR THE AMELIORATION OF THE CONDITION OF THE
WOUNDED AND SICK IN ARMIES IN THE FIELD.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Emperor of India; His Majesty the German Emperor, King of Prussia; His Excellency the President of the Argentine Republic; His Majesty the Emperor of Austria, King of Bohemia, &c., and Apostolic King of Hungary; His Majesty the King of the Belgians; His Royal Highness the Prince of Bulgaria; His Excellency the President of the Republic of Chile; His Majesty the Emperor of China; His Majesty the King of the Belgians, Sovereign of the Independent State of the Congo; His Majesty the Emperor of Corea; His Majesty the King of Denmark; His Majesty the King of Spain; the President of the United States of America; the President of the United States of Brazil; the President of the United States of Mexico; the President of the French Republic; His Majesty the King of the Hellenes; the President of the Republic of Guatemala; the President of the Republic of Honduras; His Majesty the King of Italy; His Majesty the Emperor of Japan; His Royal Highness the Grand Duke of Luxemburg, Duke of Nassau; His Royal Highness the Prince of Montenegro; His Majesty the King of Norway; Her Majesty the Queen of the Netherlands; the President of the Republic of Peru; His Imperial Majesty the Shah of Persia; His Majesty the King of Portugal and the Algarves, &c.; His Majesty the King of Roumania; His Majesty the Emperor of All the Russias; His Majesty the King of Servia; His Majesty the King of Siam; His Majesty the King of Sweden; the Swiss Federal Council; the President of the Oriental Republic of the Uruguay.

Being equally animated by the desire of mitigating, as far as possible, the evils inseparable from war, and desiring, with this end in view, to improve and to complete the arrangements agreed upon at Geneva on the 22nd August, 1864, for the amelioration of the condition of wounded or sick soldiers in armies in the field;

Have resolved to conclude for this purpose a new Convention, and have named as their Plenipotentiaries, that is to say:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Emperor of India:

Major-General Sir John Charles Ardagh, K.C.M.G., K.C.I.E.,
C.B.,
Professor Thomas Erskine Holland, K.C., D.C.L.,
Sir John Furley, C.B.,
Lieutenant-Colonel William Grant Macpherson, C.M.G.,
R.A.M.C.;

His Majesty the German Emperor, King of Prussia :

His Excellency Chamberlain and Privy Councillor A. de Bülow,
 Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne,
 Brigadier-General Baron de Manteuffel,
 Medical Superintendent Surgeon-General Dr. Villaret (holding
 the rank of Brigadier-General),
 Dr. Zorn, Judicial Privy Councillor, Professor of Law at the
 University of Bonn, Syndic of the Crown ;

His Excellency the President of the Argentine Republic :

His Excellency M. Enrique B. Moreno, Envoy Extraordinary
 and Minister Plenipotentiary at Berne,
 M. Molina Salas, Consul-General in Switzerland ;

His Majesty the Emperor of Austria, King of Bohemia, &c., and
 Apostolic King of Hungary :

His Excellency Baron Heidler Egeregg et Syrgenstein, Privy
 Councillor, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at
 Berne ;

His Majesty the King of the Belgians :

Staff-Colonel Count de T'Serclaes, Brigade-Major of the 4th
 Military District ;

His Royal Highness the Prince of Bulgaria :

Dr. Marin Roussaff, Director of the Sanitary Service,
 Staff-Captain Boris Sirmanoff ;

His Excellency the President of the Republic of Chile :

M. Agustín Edwards, Envoy Extraordinary and Minister Pleni-
 potentiary ;

His Majesty the Emperor of China :

His Excellency Mr. Lou Tseng Tsiang, Envoy Extraordinary
 and Minister Plenipotentiary at the Hague ;

His Majesty the King of the Belgians, Sovereign of the Inde-
 pendent State of the Congo :

Staff-Colonel Count de T'Serclaes, Brigade-Major of the 4th
 Military District of Belgium ;

His Majesty the Emperor of Corea :*

His Excellency Mr. Kato Tsunetada, Envoy Extraordinary and
 Minister Plenipotentiary of Japan at Brussels ;

* See foot-note, p. 39.

His Majesty the King of Denmark :

M. Laub, Surgeon-General, Head of the Army Medical Corps ;

His Majesty the King of Spain :

His Excellency M. Silverio de Baguer y Corsi, Count de Baguer,
Minister Resident ;

The President of the United States of America :

Mr. William Cary Sanger, late Under-Secretary of War of the
United States of America,

Rear-Admiral Charles S. Sperry, President of the School of
Naval War,

Brigadier-General George B. Davis, Army Advocate-General,
Brigadier-General Robert M. O'Reilly, Army Surgeon-General ;

The President of the United States of Brazil :

Dr. Carlos Lemgruber-Kropf, Chargé d'Affaires at Berne,
Colonel of Engineers Roberto Trompowski Leitão d'Almeida,
Military Attaché to the Legation of Brazil at Berne ;

The President of the United States of Mexico :

Brigadier-General José-Maria Perez ;

The President of the French Republic :

His Excellency M. Révoil, Ambassador at Berne,

M. Louis Renault, Member of the Institute of France, Minister
Plenipotentiary, Legal Adviser of the Ministry for Foreign Affairs,
Professor at the Faculty of Law, Paris,

Brevet-Colonel of Artillery Olivier (Reserve),
Chief Surgeon Pauzat (2nd Class) ;

His Majesty the King of the Hellenes :

M. Michel Kabadgy, Professor of International Law at the
University of Berne ;

The President of the Republic of Guatemala :

M. Manuel Arroyo, Chargé d'Affaires at Paris,

M. Henri Wiswald, Consul-General at Berne, resident at
Geneva ;

The President of the Republic of Honduras :

M. Oscar Hoepfl, Consul-General at Berne ;

His Majesty the King of Italy:

Marquis Roger Maurigi di Castel Maurigi, Colonel in His Army,
Grand Officer of His Royal Order of St. Maurice and St. Lazarus,
Surgeon-Major-General Giovanni Randone, Military Sanitary
Inspector, Commander of His Royal Order of the Crown of Italy;

His Majesty the Emperor of Japan:

His Excellency Mr. Kato Tsunetada, Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary at Brussels;

His Royal Highness the Grand Duke of Luxemburg, Duke of
Nassau:

Staff-Colonel Count de T'Serclaes, Brigade-Major of the 4th
Military District of Belgium;

His Royal Highness the Prince of Montenegro:

M. E. Odier, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of the Swiss Confederation in Russia,
Colonel Mürset, Surgeon-in-Chief of the Swiss Federal Army;

His Majesty the King of Norway:

Captain Daas, of the Sanitary Corps of the Norwegian Army;

Her Majesty the Queen of the Netherlands:

Lieutenant-General Joukheer J. C. G. den Beer Poortugael
(retired), Member of the State Council,
Colonel A. A. J. Quanjer, Chief Officer of Health (1st Class);

The President of the Republic of Peru:

M. Gustavo de la Fuente, 1st Secretary of the Peruvian
Legation at Paris;

His Imperial Majesty the Shah of Persia:

His Excellency M. Samad Khan Montaz-os-Saltaneh, Envoy
Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Paris;

His Majesty the King of Portugal and the Algarves:

His Excellency M. Alberto d'Oliveira, Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary at Berne,
M. José Nicolau Raposo-Botelho, Colonel of Infantry, ex-
Deputy, Director of the Royal Military College at Lisbon;

His Majesty the King of Roumania:

Dr. Sachté Stephanesco, Colonel (Reserve);

His Majesty the Emperor of All the Russias :

His Excellency M. Martens, Privy Councillor, Permanent Member of the Council of the Ministry for Foreign Affairs ;

His Majesty the King of Servia :

M. Milan St. Markovitch, Secretary-General of the Ministry of Justice,

Colonel Dr. Sondermayer, Head of the Sanitary Department at the Ministry of War ;

His Majesty the King of Siam :

Prince Charoon, Chargé d'Affaires at Paris,

M. Corragioni d'Orelli, Councillor of Legation at Paris ;

His Majesty the King of Sweden :

M. Sörensen, Surgeon-in-Chief of the 2nd Division of the Army ;

The Swiss Federal Council :

M. E. Odier, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Russia,

Colonel Mürset, Surgeon-in-Chief of the Swiss Federal Army ;

The President of the Oriental Republic of the Uruguay :

M. Alexandre Herosa, Chargé d'Affaires at Paris,

Who, after having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

CHAPTER I.—*The Wounded and Sick.*

ARTICLE 1.

Officers and soldiers, and other persons officially attached to armies, shall be respected and taken care of when wounded or sick, by the belligerent in whose power they may be, without distinction of nationality.

Nevertheless, a belligerent who is compelled to abandon sick or wounded to the enemy shall, as far as military exigencies permit, leave with them a portion of his medical personnel and material to contribute to the care of them.

ART. 2.

Except as regards the treatment to be provided for them in virtue of the preceding Article, the wounded and sick of an army

who fall into the hands of the enemy are prisoners of war, and the general provisions of international law concerning prisoners are applicable to them.

Belligerents are, however, free to arrange with one another such exceptions and mitigations with reference to sick and wounded prisoners as they may judge expedient; in particular they will be at liberty to agree—

To restore to one another the wounded left on the field after a battle;

To repatriate any wounded and sick whom they do not wish to retain as prisoners, after rendering them fit for removal or after recovery;

To hand over to a neutral State, with the latter's consent, the enemy's wounded and sick to be interned by the neutral State until the end of hostilities.

ART. 3.

After each engagement the Commander in possession of the field shall take measures to search for the wounded, and to insure protection against pillage and maltreatment both for the wounded and for the dead.

He shall arrange that a careful examination of the bodies is made before the dead are buried or cremated.

ART. 4.

As early as possible each belligerent shall send to the authorities of the country or army to which they belong the military identification marks or tokens found on the dead, and a nominal roll of the wounded or sick who have been collected by him.

The belligerents shall keep each other mutually informed of any internments and changes, as well as of admissions into hospital and deaths among the wounded and sick in their hands. They shall collect all the articles of personal use, valuables, letters, &c., which are found on the field of battle or left by the wounded or sick who have died in the medical establishments or units, in order that such objects may be transmitted to the persons interested by the authorities of their own country.

ART. 5.

The competent military authority may appeal to the charitable zeal of the inhabitants to collect and take care of, under his direction, the wounded or sick of armies; granting to those who respond to the appeal special protection and certain immunities.

CHAPTER II.—*Medical Units and Establishments.*

ART. 6.

Mobile medical units (that is to say, those which are intended to accompany armies into the field) and the fixed establishments of the medical service shall be respected and protected by the belligerents.

ART. 7.

The protection to which medical units and establishments are entitled ceases if they are made use of to commit acts harmful to the enemy.

ART. 8.

The following facts are not considered to be of a nature to deprive a medical unit or establishment of the protection guaranteed by Article 6:—

1. That the personnel of the unit or of the establishment is armed, and that it uses its arms for its own defence or for that of the sick and wounded under its charge.
2. That in default of armed orderlies the unit or establishment is guarded by a piquet or by sentinels furnished with an authority in due form.
3. That weapons and cartridges taken from the wounded and not yet handed over to the proper department are found in the unit or establishment.

CHAPTER III.—*Personnel.*

ART. 9.

The personnel engaged exclusively in the collection, transport, and treatment of the wounded and the sick, as well as in the administration of medical units and establishments, and the Chaplains attached to armies, shall be respected and protected under all circumstances. If they fall into the hands of the enemy they shall not be treated as prisoners of war.

These provisions apply to the guard of medical units and establishments under the circumstances indicated in Article 8 (2).

ART. 10.

The personnel of Voluntary Aid Societies, duly recognized and authorized by their Government, who may be employed in the medical units and establishments of armies, is placed on the

same footing as the personnel referred to in the preceding Article, provided always that the first-mentioned personnel shall be subject to military law and regulations.

Each State shall notify to the other, either in time of peace or at the commencement of or during the course of hostilities, but in every case before actually employing them, the names of the Societies which it has authorized, under its responsibility, to render assistance to the regular medical service of its armies.

ART. 11.

A recognized Society of a neutral country can only afford the assistance of its medical personnel and units to a belligerent with the previous consent of its own Government and the authorization of the belligerent concerned.

A belligerent who accepts such assistance is bound to notify the fact to his adversary before making any use of it.

ART. 12.

The persons designated in Articles 9, 10, and 11, after they have fallen into the hands of the enemy, shall continue to carry on their duties under his direction.

When their assistance is no longer indispensable, they shall be sent back to their army or to their country at such time and by such route as may be compatible with military exigencies.

They shall then take with them such effects, instruments, arms, and horses as are their private property.

ART. 13.

The enemy shall secure to the persons mentioned in Article 9, while in his hands, the same allowances and the same pay as are granted to the persons holding the same rank in his own army.

CHAPTER IV.—*Material.*

ART. 14.

If mobile medical units fall into the hands of the enemy they shall retain their material, including their teams, irrespectively of the means of transport and the drivers employed.

Nevertheless, the competent military authority shall be free to use the material for the treatment of the wounded and sick. It shall be restored under the conditions laid down for the medical personnel, and so far as possible at the same time.

ART. 15.

The buildings and material of fixed establishments remain subject to the laws of war, but may not be diverted from their purpose so long as they are necessary for the wounded and the sick.

Nevertheless, the Commanders of troops in the field may dispose of them, in case of urgent military necessity, provided they make previous arrangements for the welfare of the wounded and sick who are found there.

ART. 16.

The material of Voluntary Aid Societies which are admitted to the privileges of the Convention under the conditions laid down therein is considered private property, and, as such, to be respected under all circumstances, saving only the right of requisition recognized for belligerents in accordance with the laws and customs of war.

CHAPTER V.—*Convoys of Evacuation.*

ART. 17.

Convoys of evacuation shall be treated like mobile medical units, subject to the following special provisions :—

1. A belligerent intercepting a convoy may break it up if military exigencies demand, provided he takes charge of the sick and wounded who are in it.

2. In this case, the obligation to send back the medical personnel, provided for in Article 12, shall be extended to the whole of the military personnel detailed for the transport or the protection of the convoy and furnished with an authority in due form to that effect.

The obligation to restore the medical material, provided for in Article 14, shall apply to railway trains, and boats used in internal navigation, which are specially arranged for evacuations, as well as to the material belonging to the medical service for fitting up ordinary vehicles, trains, and boats.

Military vehicles, other than those of the medical service, may be captured with their teams.

The civilian personnel and the various means of transport obtained by requisition, including railway material and boats used for convoys, shall be subject to the general rules of international law.

CHAPTER VI.—*The Distinctive Emblem.*

ART. 18.

As a compliment to Switzerland, the heraldic emblem of the red cross on a white ground, formed by reversing the Federal colours, is retained as the emblem and distinctive sign of the medical service of armies.

ART. 19.

With the permission of the competent military authority this emblem shall be shown on the flags and armlets (brassards), as well as on all the material belonging to the Medical Service.

ART. 20.

The personnel protected in pursuance of Articles 9 (paragraph 1), 10, and 11 shall wear, fixed to the left arm, an armlet (brassard) with a red cross on a white ground, delivered and stamped by the competent military authority, and accompanied by a certificate of identity in the case of persons who are attached to the medical service of armies, but who have not a military uniform.

ART. 21.

The distinctive flag of the Convention shall only be hoisted over those medical units and establishments which are entitled to be respected under the Convention, and with the consent of the military authorities. It must be accompanied by the national flag of the belligerent to whom the unit or establishment belongs.

Nevertheless, medical units which have fallen into the hands of the enemy, so long as they are in that situation, shall not fly any other flag than that of the Red Cross.

ART. 22.

The medical units belonging to neutral countries which may be authorized to afford their services under the conditions laid down in Article 11 shall fly, along with the flag of the Convention, the national flag of the belligerent to whose army they are attached.

The provisions of the second paragraph of the preceding Article are applicable to them.

ART. 23.

The emblem of the red cross on a white ground and the words "Red Cross" or "Geneva Cross" shall not be used, either in time

of peace or in time of war, except to protect or to indicate the medical units and establishments and the personnel and material protected by the Convention.

CHAPTER VII.—*Application and Carrying out of the Convention.*

ART. 24.

The provisions of the present Convention are only binding upon the Contracting Powers in the case of war between two or more of them. These provisions shall cease to be binding from the moment when one of the belligerent Powers is not a party to the Convention.

ART. 25.

The Commanders-in-chief of belligerent armies shall arrange the details for carrying out the preceding Articles, as well as for cases not provided for, in accordance with the instructions of their respective Governments and in conformity with the general principles of the present Convention.

ART. 26.

The Signatory Governments will take the necessary measures to instruct their troops, especially the personnel protected, in the provisions of the present Convention, and to bring them to the notice of the civil population.

CHAPTER VIII.—*Prevention of Abuses and Infractions.*

ART. 27.

The Signatory Governments, in countries the legislation of which is not at present adequate for the purpose, undertake to adopt or to propose to their legislative bodies such measures as may be necessary to prevent at all times the employment of the emblem or the name of Red Cross or Geneva Cross by private individuals or by Societies other than those which are entitled to do so under the present Convention, and in particular for commercial purposes as a trade-mark or trading mark.

The prohibition of the employment of the emblem or the names in question shall come into operation from the date fixed by each legislature, and at the latest five years after the present Convention comes into force. From that date it shall no longer be lawful to adopt a trade-mark or trading mark contrary to this prohibition.

ART. 28.

The Signatory Governments also undertake to adopt, or to propose to their legislative bodies, should their military law be insufficient for the purpose, the measures necessary for the repression in time of war of individual acts of pillage and maltreatment of the wounded and sick of armies, as well as for the punishment, as an unlawful employment of military insignia, of the improper use of the Red Cross flag and armet (brassard) by officers and soldiers or private individuals not protected by the present Convention.

They shall communicate to one another, through the Swiss Federal Council, the provisions relative to these measures of repression at the latest within five years from the ratification of the present Convention.

General Provisions.

ART. 29.

The present Convention shall be ratified as soon as possible. The ratifications shall be deposited at Berne.

When each ratification is deposited a *procès-verbal* shall be drawn up, and a copy thereof certified as correct shall be forwarded through the diplomatic channel to all the Contracting Powers.

ART. 30.

The present Convention shall come into force for each Power six months after the date of the deposit of its ratification.

ART. 31.

The present Convention, duly ratified, shall replace the Convention of the 22nd August, 1864, in relations between the Contracting States. The Convention of 1864 remains in force between such of the parties who signed it who may not likewise ratify the present Convention.

ART. 32.

The present Convention may be signed until the 31st December next by the Powers represented at the Conference which was opened at Geneva on the 11th June, 1906, as also by the Powers, not represented at that Conference, which signed the Convention of 1864.

Such of the aforesaid Powers as shall have not signed the present Convention by the 31st December, 1906, shall remain free to accede to it subsequently. They shall notify their accession by means of a written communication addressed to the Swiss Federal Council, and communicated by the latter to all the Contracting Powers.

Other Powers may apply to accede in the same manner, but their request shall only take effect if within a period of one year from the notification of it to the Federal Council no objection to it reaches the Council from any of the Contracting Powers.

ART. 33.

Each of the Contracting Powers shall be at liberty to denounce the present Convention. The denunciation shall not take effect until one year after the written notification of it has reached the Swiss Federal Council. The Council shall immediately communicate the notification to all the other Contracting Parties.

The denunciation shall only affect the Power which has notified it.

In witness whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done at Geneva the 6th July, 1906, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Swiss Confederation, and of which copies certified as correct shall be forwarded to the Contracting Powers through the diplomatic channel.

For Great Britain and Ireland :

(L.S.)	JOHN C. ARDAGH.	} (Under reserve of Articles 23, 27, 28.)
(L.S.)	T. E. HOLLAND.	
(L.S.)	JOHN FURLEY.	
(L.S.)	WM. GRANT MACPHERSON.	

For Germany :

(L.S.)	v. BÜLOW.
(L.S.)	FRHR. v. MANTEUFFEL.
(L.S.)	VILLARET.
	ZORN.

For the Argentine Republic :

(L.S.)	ENRIQUE B. MORENO.
(L.S.)	FRANCO. MOLINA SALAS.

For Austria-Hungary :

(L.S.)	FRHR. v. HEIDLER (<i>ad referendum</i>).*
--------	---

* The Convention has since been approved by the Austrian and Hungarian Governments.

For Belgium :

(L.S.) CTE. J. DE T'SERCLAES

For Bulgaria :

(L.S.) DR. ROUSSEFF.

(L.S.) CAPITAINE SIRMANOFF.

For Chile :

(L.S.) AGUSTIN EDWARDS.

For China :

(L.S.) LOUTSENGTSIANG.

For the Congo :

(L.S.) CTE. J. DE T'SERCLAES.

For Corea : *

(L.S.) KATO TSUNETADA.

For Denmark :

(L.S.) H. LAUB.

For Spain :

(L.S.) CTE. SILVERIO DE BAGUER.

For the United States of America :

WM. CARY SANGER.

(L.S.) C. S. SPERRY.

(L.S.) GEO. B. DAVIS.

(L.S.) R. M. O'REILLY.

For the United States of Brazil :

(L.S.) C. LEMGRUBER-KROPE.

CEL. ROBERTO TROMPOWSKI

LEITAO D'ALMEIDA.

For the United States of Mexico :

(L.S.) JOSÉ M. PEREZ (*ad referendum*).†

* His Majesty's Government have received from the Swiss Minister a notification that by a Declaration dated the 15th October, 1906, the Japanese Chargé d'Affaires at Berne stated that, in virtue of the Agreement between Japan and Corea of the 17th November, 1905, the Imperial Japanese Government has the right of entirely controlling the foreign relations and affairs of Corea. Consequently the inclusion of Corea in the preamble of the Convention and the signature of the latter by the Japanese Plenipotentiary on behalf of Corea as a separate Contracting Party, being erroneous and incompatible with the aforesaid arrangement, are considered by the Japanese Government as null and void.

† The Convention has since been approved by the Mexican Government.

For France :

(L.S.) RÉVOIL.
 (L.S.) L. RENAULT.
 (L.S.) S. OLIVIER.
 (L.S.) E. PAUZAT.

For Greece :

(L.S.) MICHEL KEBEDGY.

For Guatemala :

(L.S.) MANUEL ARROYO.
 (L.S.) H. WISWALD.

For Honduras :

OSCAR HEPFL.

For Italy :

(L.S.) MAURIGI.
 (L.S.) RANDONE.

For Japan :

(L.S.) KATO TSUNETADA.

For Luxemburg :

(L.S.) CTE. J. DE T'SERCLAES.

For Montenegro :

(L.S.) E. ODIER.
 COLONEL MÜRSET.

For Norway :

HANS DAAE.

For the Netherlands :

(L.S.) DEN BEER POORTUGAEL.
 (L.S.) QUANJER.

For Peru :

(L.S.) GUSTAVO DE LA FUENTE.

For Persia :

(Under reserve of Article 18)

(L.S.) MOMTAZ-OS-SALTANEH
 M. SAMAD KHAN.

For Portugal :

(L.S.) ALBERTO D'OLIVEIRA.
(L.S.) JOSÉ NICOLAU RAPOSO-BOTELHO.

For Roumania :

(L.S.) DR. SACHE STEPHANESCO.

For Russia :

(L.S.) MARTENS.

For Servia :

(L.S.) MILAN ST. MARKOVITCH,
(L.S.) DR. ROMAN SONDERMAYER.

For Siam :

(L.S.) CHAROON.
(L.S.) CORRAGIONI D'ORELLI.

For Sweden :

(L.S.) OLOF SÖRENSEN.

For Switzerland :

(L.S.) F. ODIER.
COLONEL MURSET.

For Uruguay :

(L.S.) A. HEROSA.

FINAL PROTOCOL OF THE CONFERENCE FOR THE REVISION OF THE
GENEVA CONVENTION.

The Conference convoked by the Swiss Federal Council with a view to the revision of the International Convention of the 22nd August, 1864, for the amelioration of the condition of soldiers wounded in armies in the field has assembled at Geneva on the 11th June, 1906. The Powers enumerated below have taken part in the Conference, for which purpose they had designated the under-mentioned Delegates :

Great Britain and Ireland :

Major-General Sir John Charles Ardagh, K.C.M.G., K.C.I.E.,
C.B.,

Professor Thomas Erskine Holland, K.C., D.C.L.,

Sir John Furley, C.B.,
Lieutenant-Colonel William Grant Macpherson, C.M.G.,
R.A.M.C.;

Germany:

His Excellency Chamberlain and Privy Councillor A. de Bülow,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne,
Brigadier-General Baron de Mantuffel,
Medical-Superintendent Surgeon-General Dr. Villaret (holding
the rank of Brigadier-General),
Dr. Zorn, Judicial Privy Councillor, Professor of Law at the
University of Bonn, Syndic of the Crown;

Argentine Republic:

His Excellency M. Enrique B. Moreno, Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary at Berne,
M. Molina Salas, Consul-General in Switzerland;

Austria-Hungary:

His Excellency Baron Heidler Egeregg et Syrgenstein, Privy
Councillor, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at
Berne,
The Chevalier Joseph d'Uriel, Surgeon-in-Chief of the Imperial
and Royal Austro-Hungarian Army, Chief of the Corps of Sanitary
Officers, and Head of the 14th Department of the I. and R.
Ministry of War,
Lieutenant-Colonel Arthur Eder de Mecenseffy, Lieutenant-
Colonel, General Staff Corps,
Dr. Alfred Schüeking, Surgeon-Lieutenant-Colonel, Surgeon-
in-Chief of the Garrison of Salzburg;

Belgium:

Staff-Colonel Count de T'Serclaes, Brigade-Major of the 4th
Military District,
Dr. A. Deltenre, Surgeon of the Regiment of Carabineers;

Bulgaria:

Dr. Marin Rousseff, Director of the Sanitary Service,
Staff-Captain Boris Sirmanoff;

Chile:

M. Agustin Edwards, Envoy Extraordinary and Minister Pleni-
potentiary,
M. Charles Ackermann, Consul of Chili at Geneva.

China :

His Excellency Mr. Lou Tseng Tsiang, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at The Hague,
 Mr. Ou Wen Tai, Secretary of Legation at The Hague,
 Mr. Yo Tsao Yen, Secretary of the Chinese Special Mission in Europe ;

Congo :

Staff-Colonel Count de T'Serclaes, Brigade-Major of the 4th Military District of Belgium,
 Dr. A. Deltenre, Surgeon of the Belgian Regiment of Carabineers ;

Corea* :

His Excellency Mr. Kato Tsunetada, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Japan at Brussels,
 Mr. Motojiro Akashi, Colonel of Infantry,
 Dr. Eijiro Haga, Principal Surgeon of the 1st Class (with the rank of Colonel),
 Prince Saneteru Itchijo, Capitaine de Frégate (with the rank of Lieutenant-Colonel),
 Doctor in Law Masanosuke Akiyama, Councillor at the Japanese Ministry of War.

Denmark :

M. Laub, Surgeon-General, Head of the Army Medical Corps ;

Spain :

His Excellency M. Silverio de Bague y Corsi, Comte de Bague, Minister Resident,
 Don José Jofre Montojo, Staff-Colonel, Aide-de-Camp of the Ministry of War,
 Don Joaquin Cortés Bayona, Sub-Inspector of the 1st Class of the Military Sanitary Corps ;

United States of America :

Mr. William Cary Sanger, late Under-Secretary of War of the United States of America,
 Rear-Admiral Charles S. Sperry, President of the School of Naval War,
 Brigadier-General George B. Davis, Army Advocate-General,
 Brigadier-General Robert M. O'Reilly, Army Surgeon-General ;

United States of Brazil :

Dr. Carlos Lemgruber-Kropf, Chargé d'Affaires at Berne,
 Colonel of Engineers Roberto Trompowski Leitão d'Almeida,
 Military Attaché to the Legation of Brazil at Berne ;

* See foot-note, p. 39.

United States of Mexico :

Brigadier-General José-María Pérez;

France :

His Excellency M. Révoil, Ambassador at Berne,
 M. Louis Renault, Member of the Institute of France, Minister
 Plenipotentiary, Legal Adviser of the Ministry for Foreign Affairs,
 Professor at the Faculty of Law, Paris,
 Brevet Colonel of Artillery Olivier (Reserve),
 Chief Surgeon Pauzat (2nd Class);

Greece :

M. Michel Kebedgy, Professor of International Law at the
 University of Berne;

Guatemala :

M. Manuel Arroyo, Chargé d'Affaires at Paris,
 M. Henri Wiswald, Consul-General at Berne, resident at
 Geneva;

Honduras :

M. Oscar Hoepfl, Consul-General at Berne;

Italy :

Marquis Roger Maurigi di Castel Maurigi, Colonel, Grand
 Officer of the Royal Order of St. Maurice and St. Lazarus,
 Surgeon-Major-General Giovanni Randone, Military Sanitary
 Inspector, Commander of the Royal Order of the Crown of Italy;

Japan :

His Excellency Mr. Kato Tsunetada, Envoy Extraordinary and
 Minister Plenipotentiary at Brussels,
 Mr. Motojiro Akashi, Colonel of Infantry,
 Dr. Eijiro Haga, Principal Surgeon of the 1st Class (with the
 rank of Colonel),
 Prince Saneteru Itchijo, Capitaine de Frégate (with the rank
 of Lieutenant-Colonel),
 Doctor in Law Masanosuke Akiyama, Councillor at the
 Japanese Ministry of War;

Luxemburg :

Staff-Colonel Count de T'Serclaes, Brigade-Major of the 4th
 Military District of Belgium,
 Dr. A. Deltenre, Surgeon of the Belgian Regiment of
 Carabineers;

Montenegro :

M. E. Odier, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Swiss Confederation in Russia,
Colonel Mürset, Surgeon-in-Chief of the Swiss Federal Army ;

Nicaragua :

M. Oscar Hoepfl, Consul-General of Honduras at Berne ;

Norway :

Captain Daac, of the Sanitary Corps of the Norwegian Army ;

Netherlands :

Lieutenant-General Jonkheer J. C. C. den Beer Poortugael (retired), Member of the State Council,
Colonel A. A. J. Quanjor, Chief Officer of Health (1st Class) ;

Peru :

M. Gustavo de la Fuente, 1st Secretary of the Peruvian Legation at Paris ;

Persia :

His Excellency M. Samad Khan Montaz-os-Saltaneh, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Paris ;

Portugal :

His Excellency M. Alberto d'Oliveira, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne,
M. José Nicolau Raposo-Botelho, Colonel of Infantry, ex-Deputy, Director of the Royal Military College at Lisbon ;

Roumania :

Dr. Sache Stephaesco, Colonel (Reserve) ;

Russia :

His Excellency M. Martens, Privy Councillor, Permanent Member of the Council of the Ministry for Foreign Affairs,
Major-General Yermoloff, of the Russian General Staff,
Dr. de Hubbenet, Councillor of State,
M. de Wreden, Councillor of State, Professor at the Imperial Academy of Medicine,
Lieutenant-Colonel J. Owtchinnikoff, Professor of International Law at the Naval Academy, St. Petersburg,
M. A. Goutchkoff, Red Cross Delegate ;

Servia :

M. Milan St. Markovitch, Secretary-General of the Ministry of Justice,
Colonel Dr. Sondermayer, Head of the Sanitary Department at Ministry of War ;

Siam :

Prince Charoon, Chargé d'Affaires at Paris,
M. Corragioni d'Orelli, Councillor of Legation at Paris :

Sweden :

M. Sörensen, Surgeon-in-Chief of the 2nd Division of the Army ;

Switzerland :

M. E. Odier, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Russia,
Colonel Mürset, Surgeon-in-Chief of the Swiss Federal Army ;

Uruguay :

M. Alexandre Herosa, Chargé d'Affaires at Paris.

In a series of meetings held from the 11th June to the 5th July, 1906, the Conference has discussed and drawn up, with a view to its being signed by the Plenipotentiaries, the text of a Convention which shall bear the date 6th July, 1906.

In addition, and in accordance with Article 16 of the Convention for the Pacific Settlement of International Disputes of the 29th July, 1899, which recognizes arbitration as the most efficacious and the most equitable means for the settlement of disputes which have not been determined diplomatically, the Conference has framed the following Resolution :—

The Conference expresses the desire that, in order to arrive at an interpretation and application as exact as possible of the Geneva Convention, the Contracting Powers should submit to the Permanent Court at The Hague, if the cases and the circumstances permit, any differences which may, in time of peace, arise between them relative to the interpretation of the said Convention.

This Resolution has been voted by the following States :—

Germany, Argentine Republic, Austria-Hungary, Belgium, Bulgaria, Chile, China, Congo, Denmark, Spain (*ad ref.*), United States of America, United States of Brazil, United States of Mexico, France, Greece, Guatemala, Honduras, Italy, Luxemburg,

Montenegro, Nicaragua, Norway, Netherlands, Peru, Persia, Portugal, Roumania, Russia, Servia, Siam, Sweden, Switzerland, and Uruguay.

This Resolution has been declined by the following States: Korea, Great Britain, and Japan.

In witness whereof the Delegates have signed the present Protocol.

Done at Geneva, the 6th July, 1903, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Swiss Confederation, and of which copies, certified as correct, shall be delivered to all the Powers represented at the Conference.

For Great Britain and Ireland:

JOHN C. ARDAGH.
T. E. HOLLAND.
JOHN FURLEY.
W. G. MACPHERSON.

For Germany:

v. BÜLOW.
FRHR. v. MANTEUFFEL.
VILLARET.
ZORN.

For the Argentine Republic:

ENRIQUE B. MORENO.
FRANCO. MOLINA SALAS.

For Austria-Hungary:

BARON HEIDLER-EGEREKGG,
DR. JOS. RITTER v. URIEL,

ARTUR VON MECENSEFFY,
DR. ALFRED SCHÜCKING,

For Belgium:

CTE. J. DE T'SERCLAES.
DR. A. DELTENRE.

For Bulgaria:

DR. ROUSSEFF.
CAPITAINE SIRMANOFF.

For Chile:

AGUSTIN EDWARDS.
CH. ACKERMANN.

For China:

LOUTSENGTSLANG.
OU WENTAL.
YOTSAOYEU.

For the Congo:

CPT. J. DE T'SERCLAES.
DR. A. DELTENRE.

For Corea:*

KATO TSUNETADA.
COLONEL M. AKASHI.
PRINCE ITCHIJO
M. AKIYAMA.

For Denmark:

H. LAUB.

For Spain:

CPT. DE BAGUÉR.
JOSÉ JOFRE MONTOJO.
JOAQUIN CORTÉS Y } (*ad referendum*).
BAYONA.

For the United States of America:

WM. CARY SANGER.
C. S. SPERRY.
GEO. B. DAVIS.
R. M. O'REILLY.

For the United States of Brazil:

C. LEMGRUBER-KROPP.
COLONEL ROBERTO TROMPOWSKI LEITAO
D'ALMEIDA.

For the United States of Mexico:

JOSÉ M. PÉREZ.

* See foot-note, p. 39.

For France :

RÉVOIL.
L. RENAULT.
S. OLIVIER.
E. PAUZAT.

For Greece :

MICHEL KEBEDGY.

For Guatemala :

MANUEL ARROYO.
H. WISWALD.

For Honduras :

OSCAR HEPTL.

For Italy :

MAURIGL
G. RANDONE

For Japan :

KATO TSUNEFADA.
COL. M. AKASHI.
PRINCE ITCHUJO.
M. AKIYAMA.

For Luxemburg :

CHE. J. DE TSERCLAES.
DR. A. DELTENRE.

For Montenegro :

E. ODIER.
COLONEL MURSET.

For Nicaragua :

OSCAR HEPTL.

For Norway :

HANS DAAE.

For the Netherlands :

DEN BEER POORTUGAEL.
QUANJER.

For Peru :

GUSTAVO DE LA FUENTE.

For Persia :

M. SAMAD KHAN.

For Portugal :

ALBERTO D'OLIVEIRA.
JOSÉ NICOLAU RAPOSO-BOTELHO.

For Roumania :

DR. SACHIE STEPHANESCO.

For Russia :

MARTENS.
YERMOLOFF.
V. DE HUBBENET.
J. OWTCHINNIKOFF.

For Servia :

MILAN ST. MARKOVITCH.
DR. ROMAN SONDERMAYER.

For Siam :

CHAROON.
CORRAGIONI D'ORELLI.

For Sweden :

OLOF SÖRENSEN.

For Switzerland :

E. ODIER.
COLONEL MÜRSET.

For Uruguay :

A. HEROSA.

PROCES-VERBAL OF DEPOSIT OF BRITISH RATIFICATION.

Le premier Soussigné déclare avoir remis et le second Soussigné déclare avoir reçu, pour être déposé dans les archives de la Confédération Suisse, l'acte du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande portant la ratification de la Convention pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne, du 6 Juillet, 1906.

En foi de quoi les Soussignés ont dressé le présent procès-verbal en un seul exemplaire dont une copie, certifiée conforme, sera transmise par la voie diplomatique à toutes les Puissances qui ont été représentées à la Conférence Internationale de Genève.

Fait à Berne, le 16 Avril, 1907.

L'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande:

(Signé) G. F. BONHAM.

Le Président de la Confédération Suisse:

(Signé) MÜLLER.

(Translation.)

The Undersigned declare, the first to have delivered, and the second to have received, for deposit in the archives of the Swiss Confederation, the Ratification by the United Kingdom of Great Britain and Ireland of the Convention of the 6th July, 1906, for the amelioration of the condition of the wounded and sick in armies in the field.

In witness whereof, the Undersigned have drawn up the present *procès-verbal* in a single copy, of which a copy, certified as correct, shall be transmitted through the diplomatic channel to all the Powers which have been represented at the Geneva International Conference.

Done at Berne, April 16th, 1907.

The Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland:

(Signed) G. F. BONHAM.

The President of the Swiss Confederation:

(Signed) MÜLLER.

NOTE.

The Ratifications of the following States have up to the present been deposited, on the dates mentioned :—

Siam	...	...	...	January	29,	1907.
United States of America	..	...	..	February	9,	"
Russia	..	...	..	"	9,	"
Italy	...	...	...	March	9,	"
Switzerland	...	...	...	April	16,	"
Congo	...	...	...	"	16,	"
German Empire	...	...	...	May	27,	"